

<https://www.elcorreo.eu.org/La-reponse-populaire-a-la-barbarie-29159>

La réponse populaire a la barbarie

- Argentine - Social -

Date de mise en ligne : mercredi 30 octobre 2024

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Mettre le maximum d'efforts dans une élection en « interne » pour la présidence du parti semble déconnecté de la réalité sociale urgente et ne s'avère pas pratique en termes de génération de force et d'organisation pour passer à une nouvelle étape politique.

L'expérience extrême que vit la société argentine a peu de précédents dans le monde, sauf dans les pays en guerre. Le « *mileisme* » (de Milei) exerce le pouvoir d'une manière brutale et anti-humaine qui met au défi notre capacité à comprendre les nouveaux processus et, plus encore, à nous positionner avec une proposition politique qui nous permette d'avoir une incidence sur la direction actuelle des événements.

Máximo Kirchner, dans un discours récent, a affirmé que :

Le veto est un pouvoir constitutionnel du président, et si nous n'avons pas pu rejeter le veto du président lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts des retraités, lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de l'enseignement universitaire, c'est parce que nous n'avons pas encore le nombre de députés qui nous permettrait de le faire »

.

Puis il a affirmé que :

« L'un des objectifs de 2025 dans tout le pays est de construire une force électorale qui, lorsque le président oppose son veto, dispose des voix nécessaires au Congrès pour pouvoir l'arrêter. Il n'y aura pas d'autre moyen de le faire, il n'y a pas d'autre moyen, soit nous le comprenons, soit nous le comprenons. C'est vital, sinon c'est tromper le peuple »

.

Nous pensons que ces deux paragraphes sont très importants pour réfléchir au scénario dans lequel nous nous trouvons et aux domaines dans lesquels il serait utile de déployer nos efforts pour changer la réalité écrasante de l'ajustement appauvrissant.

Caractériser le mileïsme : s'agit-il d'un gouvernement comme les autres ?

Le gouvernement mileïste n'est pas un gouvernement de droite néolibérale comme les autres.

D'une part, il tente de condenser les objectifs de la dictature militaire de 1976 (dont les adeptes admirent la volonté autoritaire et persécutrice), du *menemisme* (qu'il admire surtout pour sa gestion économique) et du macrisme, au sein duquel les objectifs du gouvernement actuel étaient déjà présents, mais qui, en même temps, comprenait que la société et les institutions avaient une densité qui ne pouvait être violée sans engendrer une déstabilisation imprévisible.

Il ne s'agit pas d'un gouvernement de droite de plus, car son attaque contre l'État est beaucoup plus profonde que celle des gouvernements précédents : il détruit des institutions élémentaires pour la vie en société.

Il ne s'agit pas d'un gouvernement de plus, car bien qu'il partage les objectifs anti-populaires des administrations libérales précédentes, non seulement il les met en œuvre de manière accélérée, mais il les expose et les défend avec les arguments les plus divers et les plus irréalistes. Il bénéficie, en partie, du soutien d'une partie de l'opinion publique très peu informée et dépolitisée. Et il génère une redistribution historique des revenus, accompagnée de la destruction des forces productives qui soutiennent le tissu social.

Ce n'est pas un gouvernement comme les autres, car il s'attaque à toutes les structures économiques, scientifiques, technologiques, culturelles et intellectuelles qui sont le socle de la souveraineté nationale. C'est un gouvernement fortement antinational, même sur la question des îles Malouines.

Il semblerait que nous soyons confrontés à une administration néocoloniale dans notre pays, menée par des Argentins, au nom du capital financier et extractif mondial. Elle bénéficie du soutien direct ou indirect de divers secteurs économiques, politiques et médiatiques qui lui permettent d'avancer - avec une faible façade institutionnelle - sur les droits fondamentaux de la population (se nourrir, vivre dignement, avoir un avenir possible).

La quintessence de sa politique se retrouve dans toutes les dimensions de la dé-protection sociale que le gouvernement promeut, au nom d'une politique qui ne cherche que l'approbation des créanciers financiers et du grand capital local et étranger.

Cette caractéristique d'agressivité sociale extrême (misère, pauvreté, chômage, désespérance, répression) n'a rien à voir avec les gouvernements de droite au pouvoir en la démocratie. C'est comme si le capital s'était débarrassé de la « diplomatie » et se jetait sur les biens nationaux qui lui plaisent sans se soucier de la présence d'autres convives à table.

L'asphyxie économique s'aggrave de jour en jour, contrairement à la propagande officielle selon laquelle la reprise est proche.

Bien que l'inaptitude politique de l'administration dirigée par Alberto Fernández ait laissé le climat social et politique propice à une telle aventure - ce qui a permis à l'administration Milei de bien couvrir les attentes de « changement » - après presque onze mois de gouvernement, l'usure commence à se faire sentir, non pas parce qu'il existe une opposition articulée et efficace dans son message, mais parce que le niveau d'agression est si élevé qu'il ne peut manquer de faire une entorse au public qui a participé avec moins de crédulité aux attentes fantaisistes générées par le mileiisme.

La situation sociale est grave. Bien que le gouvernement couvre d'une certaine manière les plus pauvres et que plusieurs syndicats dans les activités les plus rentables maintiennent leur pouvoir d'achat, le reste des secteurs populaires (retraités, travailleurs précaires, travailleurs formels dans les activités non essentielles, employés de l'État, travailleurs indépendants, petits et moyens entrepreneurs dans tous les secteurs) éprouvent des difficultés et se trouvent sur une pente raide, seulement atténuée par la disponibilité de l'épargne ou le recours au crédit pour faire face aux dépenses de base, qui deviendront non viables - comme l'épuisement de l'épargne passée - dans peu de temps.

À ces situations critiques au niveau personnel s'ajoute l'effondrement de nombreuses institutions publiques nécessaires et indispensables, soumises à une asphyxie les rendant non viables à court terme.

Il convient de comprendre ce tableau, car nous ne sommes pas dans une période normale, comme celle que le Macrisme a réussi à présenter au cours de ses deux premières années de mandat, en vue des élections de mi-mandat.

L'agression actuelle contre les êtres humains est énorme et la perspective que cela ressorte dans les manifestations les plus diverses de protestation individuelle et sociale est latente. Une partie importante de la population ne pense pas aux élections, parce qu'elle ne sait pas comment se déroulera la semaine à venir. Ce serait différent si les élections avaient lieu dans deux semaines, mais il reste une année entière. Et ce n'est pas une année normale.

Gagner les élections pour quoi faire ?

Le péronisme n'a pas réussi à répondre à une question politique fondamentale, comme l'a montré le gouvernement d'Alberto Fernández : pourquoi veut-il gouverner ? La réponse conventionnelle serait : « inclure tout le monde », ou « améliorer la vie des plus défavorisés »... Mais la réalité est que cette attente a été frustrée dans le gouvernement du Frente de Todos, dont l'administration est associée dans les mémoires aux luttes internes et aux lacunes des réponses aux problèmes fondamentaux du pays après l'administration lamentable de Macri.

Face aux problèmes de gouvernabilité politique et économique subis lors du dernier mandat de Cristina Kirchner (2011-2015), non seulement aucune réponse améliorée n'est apparue, mais le « *revenir meilleurs* » a été interprété comme un « *revenir modérés* », c'est-à-dire en accord avec le « bon sens » émanant des médias hégémoniques, représentants le pouvoir économique et social qui gouverne l'Argentine.

Si, par contre, un diagnostic plus réaliste devait émerger, qui proposerait comme premier point pour un gouvernement alternatif de « conquérir la gouvernabilité, mais pas à la manière *ménémiste*, mais avec un programme populaire », il faudrait certes étudier l'expérience de construction politique de Néstor Kirchner, qui contient des expériences précieuses, mais aussi comprendre que Kirchner a su tirer parti d'une conjoncture particulièrement favorable : la crise de la domination de l'élite argentine dans les années 1990 - l'explosion de 2001 -, une population mobilisée et hypersensible, la redécouverte de la valeur de l'Etat - au moins en tant que « pompier » - et d'une politique non soumise aux exigences des « marchés ». De plus, il ne faut pas oublier que l'on a profité d'une situation économique internationale très favorable pour le pays, ce qui a contribué à la consolidation économique du gouvernement populaire.

La droite argentine, exprimée par Milei, n'hésite pas à tenter d'aggraver la défaite populaire et à la transformer en un fait structurel : atomisation, ignorance, apathie ou mentalité d'esclave, appauvrissement matériel et culturel (sans lequel le miléisme lui-même ne peut s'expliquer), complétés par la répression et une intense propagande politique et de désinformation déployée par tous les médias et réseaux.

Que devrait faire un gouvernement populaire pour inverser cette situation ? Bien sûr, il est possible d'énoncer un ensemble de mesures économiques essentielles pour que l'État reprenne le contrôle des principaux leviers de l'économie, sans lesquels il n'est pas possible de gouverner.

Mais ces mesures ne seraient pas viables sans un changement substantiel du contexte politico-idéologico-culturel actuel de l'Argentine. Et ce soutien politique et social fondamental à un programme de gouvernement transformateur ne peut pas être créé « par décret gouvernemental », mais doit être construit pendant la période précédant l'entrée en fonction. Cette tâche politique fondamentale est très différente de l'appel lancé à la population pour qu'elle vote passivement en faveur d'un sigle ou d'un candidat à une date donnée.

Certains se réfugient dans le fantasme de pouvoir gouverner sans construire le pouvoir... Mais le pouvoir, dans cette circonstance historique, ne sera construit qu'en générant la force populaire, l'organisation, la conscience et la capacité de résister et d'affronter les forces du régime d'aujourd'hui.

C'est vrai : cela générera une génération de cadres politiques qui non seulement ne regarderont pas passivement le prochain gouvernement populaire, mais qui revendiqueront leur droit - légitimement gagné dans la lutte contre ce régime - de donner leur avis, de participer et de décider dans ce nouveau contexte.

Comment le pouvoir s'accumule-t-il et comment s'exerce-t-il ?

Le kirchnérisme semble miser sur une solution politique partisane, électorale et parlementaire aux résultats très douteux, si elle ne fonctionne qu'à ces niveaux.

En 2003, lorsque Néstor Kirchner a été élu président, il y avait une combinaison d'un état de rébellion sociale résultant du désordre objectif généré par l'échec de la « convertibilité » et aussi des nombreuses luttes (droits de l'homme, piqueteros, syndicats militants) qui avaient déjà eu lieu au cours des années 1990.

C'est l'effondrement économique provoqué par la convertibilité elle-même et les mesures prises par De la Rúa pour tenter de prolonger sa survie qui ont rendu la situation sociale insupportable. Les tentatives ultérieures de Duhalde - qui a participé aux années 90 - pour mettre en place une solution relativement de continuité ont échoué et ont abouti à Kirchner.

Ces situations ne se répètent pas, car l'élite économique a construit l'image du *kirchnérisme* comme un facteur dangereux, menaçant et expropriateur, une base idéologique partagée avec les Etats-Unis d'Amérique, et a ensuite procédé à sa diabolisation à travers les médias, la persécution judiciaire de plusieurs de ses dirigeants, et jusqu'à la tentative d'assassinat de Cristina.

En cours de route, la droite locale a repris l'idée de construire un régime de domination sociale totale - comme celui qui existait dans les années 1990 - dans lequel une population passive, résignée et non informée vote pour des options de parti totalement limitées et contrôlées par le pouvoir économique local et international.

Pour ce faire, il dispose d'un quasi-monopole des médias, du pouvoir judiciaire, des services d'information, des partis politiques associés (*Cambiamos* et maintenant *LLA*) et d'un réseau qui relie efficacement tous ces éléments pour manipuler et conditionner une partie importante de l'opinion publique.

Il est évident qu'un gouvernement complexé, craintif et rétréci dès le départ, comme celui d'Alberto Fernández, ne pouvait pas faire face à une telle situation et a fini par être dévoré par ses propres limites : de l'impossibilité de mobiliser le peuple pour quelle que cause que ce soit, à l'incapacité de contrôler un minimum le coût élevé de la vie, pour lequel il aurait dû être prêt à affronter certains monopoles ou oligopoles qui établissent les prix.

La gestion de Milei témoigne d'une brutalité sociale sans limites et d'une détermination robotique à avancer sur la majorité des droits de la population.

Máximo Kirchner vient de prétendre que l'on peut y mettre fin par la voie parlementaire, alors qu'il est clair que ce gouvernement obtient des résultats par la voie « institutionnelle », ou par la voie de facto s'il n'y parvient pas par la voie formelle.

– **Exemples** : Aerolíneas Argentinas, qui figurait à l'origine sur sa très longue liste d'entreprises à privatiser, a été

exclue de cette liste lors de la négociation de la loi « Bases ». Mais peu après, le gouvernement a entamé une vaste campagne de discréditation d'Aerolíneas, des tentatives de provocation des syndicats aéronautiques, des mesures pour l'affaiblir commercialement, reprenant l'idée de la détruire pour la vendre aux enchères.

Aujourd'hui, nous apprenons que pour 2025, seul 1 % du PIB est budgétisé pour l'éducation, sans avoir abrogé la loi qui établit 6 %. Ou encore l'autonomie des universités, que le gouvernement cherche à détruire dans un avenir proche, alors que la loi qui l'établit n'a pas été abrogée. Cela n'a pas d'importance.

Voilà le vrai gouvernement libertarien : nous ne sommes pas face à un gouvernement dont les limites sont les institutions démocratiques, et encore moins le Parlement, qu'il méprise.

En d'autres termes, les lois existantes sont complètement piétinées sans aucun problème par une administration qui est claire sur la manière dont le pouvoir est exercé. À l'autre extrême, le gouvernement d'Alberto Fernández ne pouvait même pas appliquer les lois en vigueur.

Il serait faux de dire, comme le soutiennent de nombreux partisans du changement : « le prochain gouvernement populaire devra faire comme Milei, venir avec tout et changer ce qu'il faut ».

La vérité est que la bande de lumpens de Milei fait ce qu'elle fait parce que le grand capital, la finance internationale et les principales ambassades la soutiennent ouvertement, avec leurs médias, leurs politiciens, leurs juges et leurs réseaux. Ces facteurs de pouvoir ne seront pas derrière un gouvernement populaire, mais devant lui. Ces gens peuvent piétiner la République, car les intérêts du capital sont la première loi.

Ce futur gouvernement populaire a besoin non seulement d'une volonté politique transformatrice (facteur fondamental), mais aussi d'un large soutien social et d'une profonde mobilisation de la conscience collective, afin de ne pas être pris au piège dans l'écheveau des ressources économiques, juridiques et institutionnelles dont dispose la droite pour faire échouer les expériences populaires.

Si nous voulons réellement préparer les conditions de gouvernabilité du prochain gouvernement populaire, l'ordre du jour immédiat doit être une confrontation intelligente avec ce gouvernement anti-national et anti-populaire. Non pas une confrontation purement désordonnée et « héroïque », mais une confrontation visant à développer la capacité d'organisation et d'autodéfense du peuple face aux attaques contre ses droits.

Une confrontation qui permette à la population, et surtout aux jeunes, de comprendre pourquoi les libertariens font ce qu'ils font et à quels intérêts ils répondent. Une confrontation qui génère une nouvelle génération de personnes conscientes d'elles-mêmes, au-delà de leur appartenance à un parti spécifique.

Aujourd'hui, consacrer le maximum d'efforts à une campagne « interne » au parti, qui ne répond pas à une demande massive mais aux logiques spécifiques du personnel politique, alors que le peuple fait l'objet d'attaques féroces, non seulement semble déconnecté de la réalité sociale urgente, mais n'est pas efficace pour l'avenir, en ce qui concerne la manière de générer la force et l'organisation qui permettront de franchir une nouvelle étape politique.

Sans force populaire, il ne peut y avoir de gouvernement populaire.

Et c'est ce à quoi nous sommes censés aspirer.

Ricardo Aronskind* para [La Tecl@ Eñe](#)

***Ricardo Aronskind.** Économiste et titulaire d'une maîtrise en relations internationales, enseignant-chercheur à l'université nationale General Sarmiento

[La Tecl@ Eñe](#). Buenos Aires, le 19 octobre 2024.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 23 Octobre 2023.

Cette <spanxmlns:dct="http://purl.org/dc/terms/" href="http://purl.org/dc/dcmitype/Text" rel="dct:type">création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org